

Les nouvelles vestales Réflexions sur la place des femmes et l'action féministe en milieu universitaire¹

The new vestals (reflections on the place of women and feminist action in universities)

Simone Landry

Volume 10, Number 2, November 1985

Santé mentale et travail

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/030292ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/030292ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Santé mentale au Québec

ISSN

0383-6320 (print)

1708-3923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Landry, S. (1985). Les nouvelles vestales : réflexions sur la place des femmes et l'action féministe en milieu universitaire¹. *Santé mentale au Québec*, 10(2), 55-63. <https://doi.org/10.7202/030292ar>

Article abstract

The author investigates the place of women as professors in a university setting, most importantly when their activity is colored by a feminist ideology. At the heart of the societal crisis of the eighties, university women, constituting only 15% of the professorial body of the universities in Quebec, risk seeing their number reduced. The fact that women are in a minority has consequences derived from the impossibility of their being as present to exercise their influence as their male counterparts and from the difficulty of expressing feminine values in a traditionally male institution. The author analyses the effect of this situation on education and feminine or non-sexist research, on teaching, on the female students and the female professors themselves as well as on their mental and physical health. She proposes three avenues of solution: vigilance, search for new models and solidarity.

Les nouvelles vestales

Réflexions sur la place des femmes et l'action féministe en milieu universitaire¹

Simone Landry*

L'auteure s'interroge sur la place des femmes comme professeures en milieu universitaire, surtout lorsque leur action se double d'une idéologie féministe. Au cœur de la crise de société qui marque les années 80, les femmes universitaires, qui ne constituent que 15% du corps professoral universitaire au Québec, risquent de voir leur nombre diminuer. Le fait d'être minoritaire entraîne des conséquences découlant à la fois de l'impossibilité d'être aussi présentes que leurs collègues masculins au sein des diverses instances universitaires, pour y exercer leur influence, et du fait que les valeurs propres aux femmes trouvent difficilement à s'exprimer dans une institution traditionnellement masculine. L'auteure analyse l'impact de cette situation sur l'enseignement et la recherche féministes ou non sexistes, sur la pédagogie, sur les étudiantes et sur les professeures elles-mêmes et leur santé physique et mentale. Elle propose trois pistes de solutions: la vigilance, la recherche de nouveaux modèles et la solidarité.

Gardiennes du feu sacré, vouées, sous peine de mort, à entretenir sans relâche une flamme qui jamais ne devait s'éteindre... Telles étaient les vestales de l'ancien culte, dont tout le destin se résumait à cette fonction unique, exigeante, qui faisait d'elles non seulement les prêtresses du foyer, comme se plaisent à nous le dire les dictionnaires, mais les gardiennes d'un lieu de rencontre et de ressourcement, d'un temple dont l'importance pour le maintien de l'identité collective, du nous, du cœur, du centre, était telle qu'on l'avait décrété inviolable. Si quelque menace pesait sur un citoyen, il pouvait se réfugier au temple de Vesta, si quelque condamné croisait une vestale, il se trouvait gracié...² Un rôle sans équivoque pour ces jeunes femmes vouées à la chasteté...

Dans mon imaginaire, les vestales ont toujours eu fière allure. Ce sont des femmes opiniâtres, que rien ne peut détourner de la voie qui leur est tracée. Ce sont aussi des femmes au destin tragique, toute jouissance leur étant interdite, portant sur leurs épaules le lourd fardeau de la cohésion sociale. Ce sont des victimes sacrées. L'image n'est pas sans noblesse. Elle n'est pas non plus sans contrainte.

Et c'est cette image qui s'impose à moi lorsque je réfléchis au rôle que jouent les femmes en milieu universitaire et plus particulièrement quand le rôle habituel de professeure se colore d'une idéologie féministe. L'action féministe à l'université se traduit, entre autres choses, par l'implantation de cours portant sur la situation des femmes, par l'élaboration de perspectives de recherches susceptibles de faire avancer l'état des connaissances sur les femmes dans tous les domaines et par une politique de présence des femmes dans tous les lieux où il semble pertinent de les retrouver.

Pour celles qui luttent encore de haute main pour obtenir la reconnaissance de la pertinence d'études féministes en milieu universitaire, les acquis des femmes à l'U.Q.A.M. semblent sans doute assez extraordinaires. Et d'un certain point de vue, ils le sont. Mais leur maintien requiert de celles qui en furent les artisanes et qui en sont aussi maintenant les gardiennes une vigilance de tous les instants. La pratique quotidienne du féminisme en milieu universitaire – comme dans tout autre milieu d'ailleurs – n'est pas sans réclamer son dû en termes de fatigue et d'anxiété. C'est dans un tel moment d'anxiété que je me suis mise à interroger notre action, à me demander si nous n'étions pas, à toutes fins pratiques, de nouvelles vestales, gardiennes du feu sacré des valeurs propres aux femmes, qui ont si peu

* L'auteure est professeure au département des communications de l'U.Q.A.M.

de place dans le monde patriarcal. Je me suis demandé si nous ne transportions pas tout simplement dans la sphère de notre travail à l'université les modèles de comportement intégrés tout au long du processus de socialisation dont on sait les conséquences sur nous. Je me suis demandé si, après nous être brûlées pendant des siècles au service de nos maris et de nos enfants, nous n'étions pas en train de nous consumer de la même manière au service de la cause des femmes, en y laissant là encore notre santé, notre quiétude, notre joie de vivre...

L'émergence d'un tel questionnement, et de l'angoisse qui l'accompagne, commande un temps d'arrêt dans l'action quotidienne qui nous emporte si facilement dans une sorte de fuite en avant. Il force à faire sans complaisance le bilan de cette action et de l'ensemble de la situation qu'elle vise à corriger. Et c'est le versant plus sombre de l'action des femmes et de l'action féministe en milieu universitaire que je me propose d'aborder ici, dans le contexte de la crise qui a si fortement secoué les sociétés occidentales au cours des dernières années.

LA CRISE, LE VIRAGE TECHNOLOGIQUE...

Parlons d'abord un peu de cette crise. Depuis son enclenchement, les signaux d'alarme ne cessent de retentir de tous côtés, annonçant clairement, chiffres à l'appui, que la crise n'est pas unisexue, comme on s'est plu à le dire. Nous savons bien que, dans les sociétés où le travail rémunéré des femmes est encore considéré comme non essentiel et générateur d'un revenu d'appoint pour l'unité familiale, les crises économiques ont la fâcheuse habitude de provoquer tout un jeu de pressions sociales visant à inciter les femmes à quitter le monde du travail pour retourner à la «poêle à frire»³. Elles ont aussi pour effet de mettre en chômage, à la retraite anticipée et éventuellement au bien-être social, un nombre incalculable de travailleurs et de travailleuses du bas de l'échelle, où l'on retrouve une proportion de femmes de beaucoup supérieure à celle des autres échelons de la hiérarchie.

L'on tente aujourd'hui de nous convaincre que la crise est terminée, que la reprise tant attendue est enfin à nos portes. Les torts créés aux employé(e)s des secteurs public et parapublic au coeur même de

cette crise ne seront cependant pas redressés: les emplois perdus, les salaires diminués, l'augmentation du fardeau des tâches, les conséquences des décrets gouvernementaux de 1983 continuent d'être assumées dans une très large mesure par des femmes. Ces dernières constituent en effet les deux tiers des personnes touchées par ces décrets et sont, ici comme dans bien d'autres secteurs, fortement concentrées dans les emplois les moins rémunérés.

Une autre menace plane cependant sur les femmes, induite celle-là par le fameux «virage technologique». Déjà, le travail au noir sur ordinateur a fait son entrée au Québec, avec sa kyrielle de conséquences pour les femmes, qui en sont les premières victimes: absence de sécurité d'emploi et d'avantages sociaux, rémunération injuste et arbitraire, isolement social. Un autre effet du virage technologique est la survalorisation de tout ce qui est technique – informatique, robotique, bureautique – entraînant des mises de fonds considérables tant dans le secteur privé que dans le domaine public. Il est clairement démontré par de multiples recherches que les femmes sont presque totalement absentes de domaines tels les sciences et les sciences appliquées. Elles ne sont jusqu'ici présentes dans la révolution informatique que comme les prolongements humains des ordinateurs industriels, perdant tout contrôle sur leur travail. Cela, quand elles n'ont pas vu disparaître leur emploi au profit d'équipements électroniques.

... ET LES FEMMES UNIVERSITAIRES

Pour certains, pour certaines, le tableau que je viens de brosser ne constitue que le fond de scène sur lequel vient s'inscrire notre travail à nous, femmes universitaires. À mon avis, nous figurons aussi dans ce tableau, nous en faisons partie intégrante. Et je me propose ici de vous dire comment je perçois l'impact de la crise multiforme que nous traversons sur les femmes qui enseignent dans les universités québécoises et sur leur action. Je m'appuierai essentiellement sur ma propre expérience en tant que professeure à l'U.Q.A.M. et en tant qu'ex-coordonnatrice du Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la recherche sur les femmes (GIERF)⁴, position privilégiée qui m'a permis pendant deux ans d'avoir des échos de ce qui se passait

un peu partout à l'université en ce qui a trait aux femmes.

La situation des femmes dans l'enseignement universitaire est sans doute moins précaire là où la syndicalisation est chose faite. Cependant, les restrictions budgétaires draconiennes que connaissent les universités depuis quelques années et qui ont comme conséquences directes la diminution du nombre de postes de professeur(e), l'éventuelle augmentation du fardeau de la tâche et, à l'U.Q.A.M., l'augmentation du nombre d'étudiant(e)s par groupe-cours, affectent proportionnellement davantage les effectifs féminins. L'augmentation de la charge d'enseignement des professeur(e)s, par exemple, aurait pour effet de faire disparaître un grand nombre de chargé(e) de cours: à l'U.Q.A.M., environ 30% des syndiqué(e)s de ce groupe sont des femmes. Les professeures régulières, pour leur part, ne constituaient que 23% des enseignant(e)s de leur groupe à l'U.Q.A.M. en 1983⁵, et environ 15% dans l'ensemble des universités québécoises. Beaucoup de ces professeures sont d'ailleurs entrées en fonction au cours des années récentes et n'ont pas leur permanence, ce qui les rend, elles aussi, fort vulnérables.

Le virage technologique, peut-être moins présent dans les autres universités, a donné lieu à l'U.Q.A.M. à la naissance d'un nouvel axe de développement en sciences appliquées: les programmes créés dans la foulée de l'implantation de ce nouvel axe commanderont la création de nouveaux postes (peu nombreux, sans doute), qui risquent fort d'être occupés par des hommes, les femmes ayant été systématiquement écartées de ces champs de savoir et d'expertise jugés masculins.

LES CONSÉQUENCES

Quelles sont les conséquences prévisibles de cette diminution ou, dans l'hypothèse la plus optimiste⁶, de cette stagnation des effectifs féminins dans l'enseignement universitaire? Énumérons-en quelques-uns en vrac: diminution globale de la présence des femmes aux diverses instances décisionnelles et comités de toutes sortes qui déterminent les priorités de l'université; minorisation plus grande des femmes au sein des assemblées départementales et des conseils de programme; décroissance de la recherche faite par les femmes et sur les femmes; réduc-

tion des services à la collectivité tels recherche, formation et information auprès des groupes de femmes, débats-midi, conférences et autres manifestations internes sur la condition des femmes; réduction du nombre de cours sur la situation des femmes, faute de ressources internes ou externes; au niveau de l'enseignement, occultation accrue de la place et de l'apport des femmes dans tous les domaines scientifiques; appauvrissement de la pédagogie à la fois par l'augmentation de la quantité d'étudiant(e)s par groupe-cours et par la diminution de l'intérêt pour cet aspect de l'enseignement universitaire généralement valorisé par les femmes; perte pour les étudiantes de modèles de femmes pouvant les inciter à poursuivre leurs études et à se donner accès à des carrières qui ne leur sont ouvertes que depuis quelques décennies; enfin, usure des femmes en place (burnout), forcées de cumuler de multiples tâches au sein de l'institution universitaire pour pallier à leur petit nombre. Chacune de ces conséquences mérite d'être explicitée et, au besoin, illustrée de quelques exemples.

ÊTRE FEMME UNIVERSITAIRE, ÊTRE MINORITAIRE

L'U.Q.A.M. est sans doute l'université où l'on trouve le plus grand nombre de femmes au niveau de la haute administration: il y en a cinq sur un nombre total de treize postes. Mais que dire des multiples comités où se prennent les décisions de tous ordres, à tous les niveaux de la structure universitaire? Je songe ici aux décisions concernant les orientations et le développement des institutions, la planification de leurs activités, les subventions de recherche, l'articulation de la programmation, le développement de nouveaux programmes, la sélection des nouveaux(elles) professeur(e)s, l'évaluation des enseignant(e)s, et j'en passe. Revendiquer la présence d'au moins une femme au sein de chacun de ces comités est un exercice auquel plusieurs d'entre nous n'osons plus nous adonner: l'idée qu'une femme pourrait aborder les problèmes de façon différente, mieux défendre les intérêts des femmes, et apporter des perspectives nouvelles n'effleure même pas l'esprit des professeurs masculins. Ils ne perçoivent ni l'existence ni la pertinence des valeurs qui sont plus spécifiquement portées par les femmes, en mi-

lieu universitaire comme ailleurs, et qui pourraient, si elles avaient voix au chapitre, modifier les jeux qui s'y jouent. Ces valeurs ont essentiellement trait à la prise en compte des dimensions relationnelles et contextuelles, dans toute situation, à l'encontre des dimensions legalistes, plus abstraites et plus hiérarchisantes qui caractérisent les jugements de valeur des hommes⁷. Elles se traduisent, par exemple, par un intérêt plus grand pour les questions pédagogiques et pour l'encadrement des étudiants, auxquels elles consacrent plus de temps que leurs collègues masculins⁸; par une répugnance face au jeu compétitif auquel se livrent sans cesse ces mêmes collègues et qui constitue l'une des règles fondamentales de la vie universitaire; par le souci de rendre justice aux travaux de leurs étudiant(e)s de deuxième et de troisième cycles, plutôt que de se les approprier et de les inclure dans leurs propres publications; par une propension plus grande à tenir compte des conditions de vie particulières de leurs étudiant(e)s, c'est-à-dire du contexte, lorsqu'ils ou elles demandent la prolongation des délais prescrits pour la remise de leurs travaux; et, là où la déformation qu'entraînent de longues études universitaires et l'acculturation aux valeurs nettement masculines qu'elles véhiculent ne sont pas trop marquées, par une valorisation de l'intuition et des processus mentaux que l'on attribue au cerveau droit, par opposition à la survalorisation des processus rationnels et logiques qui caractérisent la démarche réflexive et scientifique telle qu'enseignée à l'université. Ce sont là des valeurs qui ne trouvent que très rarement à s'exprimer, là où les femmes sont absentes⁹. Et l'on pressent aisément comment une université où les voix et les valeurs des femmes seraient entendues et prises en compte, c'est-à-dire où les femmes pourraient exercer autant d'influence que les hommes, pourraient revêtir un tout autre visage que celui que nous connaissons, plus nuancé, plus ouvert, plus complet.

La réalité est autre. Et si nous n'osons plus, au moment de la mise sur pied d'un comité, demander qu'une femme en fasse partie, c'est que les raisons fondamentales qui sous-tendent une telle demande ne sont pas comprises. En 1985, l'on se fait encore répondre, au sein d'une assemblée départementale que je qualifierais de progressiste: «Pourquoi pas aussi un Amérindien, un handicapé, un noir...» Dans

toute culture, comme le souligne fort bien Elizabeth Janeway¹⁰, les ressources créatrices mises en oeuvre pour permettre à la société de survivre sont limitées en nombre et en qualité, et ce sont habituellement les ressources des groupes dominés qui sont mises sous le boisseau, dévalorisées, considérées comme non pertinentes. Cela vaut bien sûr pour toutes les minorités quelles qu'elles soient, mais ce n'est malheureusement pas en ce sens que l'argument nous est habituellement servi. Ce que l'on cherche inconsciemment à faire lorsque l'on nous assimile à d'autres minorités, c'est de nous réduire une fois de plus au silence en laissant sous-entendre premièrement, que nous sommes numériquement minoritaires comme le sont ces autres groupes au sein même de la société, alors que nous en constituons plus de la moitié, et deuxièmement, que nous devrions nous préoccuper aussi de la juste représentation de ces groupes à tous les niveaux. L'on occulte toujours et systématiquement le fait que nous sommes le seul groupe dominé dont les membres appartiennent aussi à tous les autres groupes dominés et que les droits que nous défendons sont également brimés pour les femmes appartenant à ces groupes.

Il existe cependant, à l'université, des lieux où nous sommes nécessairement présentes, comme par exemple les assemblées départementales et les conseils de programme. Nous y sommes habituellement minoritaires et très minoritaires. Il s'ensuit que toute proposition visant à améliorer d'une façon ou d'une autre la situation des femmes sera débattue par une majorité d'hommes. Elle sera parfois adoptée, à condition d'être de l'ordre des vœux pieux, et la plupart du temps rejetée, surtout si elle risque d'avoir des effets concrets. Deux exemples:

— Dans le cadre de l'opérationnalisation du plan triennal 1982-85, à l'U.Q.A.M., chaque unité de base devait se doter d'objectifs spécifiques. Dans une assemblée départementale, un objectif visant à faire inclure dans les descripteurs et syllabus des cours où cela s'avère pertinent la dimension de la place et de l'apport des femmes dans le domaine à l'étude fut rejetée. Les femmes représentent moins de 20% du corps professoral dans ce département.

— Vers la même époque, lors d'une réunion du conseil d'un certificat non contingenté, une étudiante tenta de faire lever un critère d'admission

éliminant d'emblée les femmes au foyer, en proposant que soit reconnue comme pertinente leur expérience d'éducatrice auprès de leurs enfants. Les deux femmes présentes votèrent pour la proposition, les autres – étudiants et professeurs masculins – votèrent contre ou s'abstinrent. La proposition fut évidemment battue¹¹.

Il faut prendre en compte ici non seulement les conséquences objectives de ces décisions, mais aussi l'impact psychologique des innombrables luttes perdues qui les sous-tendent. L'estime de soi des femmes, déjà déficitaire de par le processus de socialisation qui nous a toutes moulées, est ainsi quotidiennement minée par des débats finalement stériles, où les dossiers les mieux préparés sont passés au crible des critiques masculines avant d'être bonnement rejetés.

C'est peut-être en effet dans la zone des rapports humains et plus particulièrement des rapports avec les collègues masculins que la situation des professeurs est le plus hautement délétère pour la santé des femmes, bien que la recherche fasse défaut sur cette question¹².

Comme le démontrent fort bien les recherches de Rosabeth Moss Kanter¹³, le seul fait d'avoir le statut de «femme-alibi» dans un milieu de travail, statut qui nous est dévolu dès lors que le rapport hommes-femmes se situe aux environs de 80-85 à 15-20%, entraîne des conséquences graves. Étant plus visibles en raison de leur petit nombre, les femmes sont alors soumises à des pressions plus fortes que les hommes en ce qui a trait à leur performance, laquelle est évaluée comme la performance «des femmes» plutôt que comme celle d'une personne donnée. Paradoxalement, la grande visibilité des femmes en tant que femmes, entraîne leur non-visibilité en tant que personnes compétentes et elles doivent conséquemment travailler beaucoup plus fort que les hommes pour démontrer leur expertise, tout en évitant d'avoir une performance meilleure que celle de leurs collègues. Les réactions des femmes face à ce phénomène sont soit de mettre les bouchées doubles, soit de chercher à limiter leur visibilité. Pour Kanter, la peur du succès, si fréquemment attribuée aux femmes, est peut-être en réalité la peur de la visibilité. Une autre conséquence du nombre restreint de femmes dans un milieu de travail donné est l'accentuation des différences entre

hommes et femmes, laquelle s'effectue par l'exagération des caractéristiques propres au groupe dominant et par l'exclusion des femmes des réseaux informels d'acculturation et d'échanges sur les aspects politiques de la vie organisationnelle, avec pour résultat l'isolement social informel des femmes. Ici encore, l'on trouve deux types de réactions: soit qu'elles acceptent leur isolement avec ses conséquences, soit qu'elles tentent de s'intégrer et de s'assimiler au groupe dominant, se définissant comme des exceptions et se démarquant de leur propre groupe social. Enfin, les femmes alibis sont soumises à des perceptions stéréotypées, d'une part par la tendance à attribuer à toutes les femmes le statut le plus habituel des femmes dans un contexte de travail donné – celui de secrétaire, par exemple, ou, en milieu hospitalier, celui d'infirmière pour une femme-médecin – et d'autre part par leur assimilation à certains stéréotypes couramment appliqués aux femmes. Dans la recherche de Kanter, les rôles stéréotypés attribués aux femmes par leur collègues masculins sont les suivants: la mère, la séductrice, la mascotte et la dame de fer. Pour réagir à cette stéréotypie, les femmes adopteront des attitudes conservatrices, évitant de prendre des risques et se limitant à entretenir quelques relations bien établies, plutôt que d'avoir à faire face à l'ambiguïté de rôle que génèrent les nouveaux contacts. Kanter n'examine pas l'impact sur la santé des femmes de cet ensemble de comportements que l'adaptation à un milieu majoritairement masculin exige d'elles. Elle soutient cependant que les femmes alibis doivent avoir recours à une forme d'«auto-distorsion» personnelle, qui a sûrement un impact sur leur image de soi.

Les analyses de Jean Baker Miller ne sont pas sans jeter un éclairage intéressant sur cet aspect de la question. Comme les activités des femmes, quelles qu'elles soient, sont généralement dévalorisées, ces dernières restent marquées du sentiment diffus que ce qu'elles accomplissent n'est pas aussi important que ce que font les hommes. Elles sont donc beaucoup plus vulnérables à la critique, beaucoup plus facilement disposées à dévaloriser leurs productions et à se mettre en doute elles-mêmes avant de mettre en doute le jugement porté sur elles. S'il n'existe guère de recherches visant à analyser l'impact des situations qu'analyse Kanter sur la santé des femmes,

les phénomènes qu'elle mentionne rejoignent toutefois le vécu de plusieurs de mes collègues professeuses. Les réseaux informels de femmes, où les expériences quotidiennes sont partagées, sont les lieux où se disent les difficultés rencontrées: elles ne sont pas sans ressemblance avec celles que connaissent les femmes alibis de Kanter.

LA RECHERCHE ET L'ENSEIGNEMENT SUR LES FEMMES

Au chapitre de la recherche, il va s'en dire que la recherche faite sur les femmes et par les femmes ne pourra que décroître avec la diminution du nombre de professeures dans nos universités. Point n'est besoin de souligner l'importance de ce type de recherche, dans la perspective d'une remise en cause réelle des schèmes de pensée relatifs aux femmes qui ont jusqu'à tout récemment dominé la scène scientifique. Mais celles d'entre nous qui resteront dans l'université auront-elles le temps de se consacrer sérieusement à la recherche? Déjà, plusieurs d'entre elles dirigent un trop grand nombre de mémoires et de thèses; ne seront-elles pas encore plus sollicitées? Et si elles n'arrivent plus à répondre à la demande, les étudiantes chercheuses qui auraient pu, elles aussi, faire avancer la recherche sur les femmes ne seront-elles pas détournées de ces projets?

La réduction des effectifs aura aussi un impact sur les cours portant sur la situation des femmes. Et cette conséquence est à mon avis l'une des plus graves, tout particulièrement pour les secteurs où ces cours sont peu nombreux. À l'U.Q.A.M., par exemple, les quelque vingt-cinq cours compris dans la banque de cours du GIERF sont répartis comme suit: quatorze en sciences humaines, cinq en lettres, trois en art, un en éducation, un en science et un en sciences de la gestion. La fragilité de certains de ces cours, entre autres en éducation ou en design, tient en partie au fait qu'il y a peu ou pas de professeures régulières qui puissent soit assumer le cours, soit encadrer une chargée de cours, soit défendre la pertinence d'un tel cours dans son département, soit encore être présente au moment des inscriptions pour publiciser le cours auprès des étudiantes. Nous savons fort bien que, moyennant un minimum d'encouragement et de publicité, les cours sur les fem-

mes se remplissent aisément. Mais nous savons aussi que dans certains départements, étudiantes et étudiants sont découragé(e)s de suivre ces cours même parmi leurs cours libres. Nous savons aussi que les suggestions de création de nouveaux cours sur la situation des femmes sont maintes fois rejetées du revers de la main, ces cours étant jugés non pertinents dans le cadre de la formation dispensée par les programmes en question.

Les cours relatifs aux femmes ont fait leur apparition dans les universités en raison de l'occultation presque complète de la place et de l'apport des femmes dans toutes les disciplines scientifiques, et à cause aussi de la transmission intégrale de tous les biais, déformations et stéréotypes culturels concernant les femmes dans les cours où l'on ne pouvait pas ne pas parler d'elles, comme en psychologie, par exemple. La renaissance du féminisme en cette deuxième moitié du vingtième siècle a permis de réexaminer et de remettre en question les postulats qui ont jusqu'à présent fondé et déterminé le discours scientifique sur les femmes. C'est cette nouvelle vision des femmes, de même que les nouvelles grilles d'analyse qu'elle génère et les nouvelles formes d'intervention qu'elle suscite qui font l'objet des cours relatifs aux femmes. Mais il reste une étape majeure à franchir: celle de l'intégration de ces nouvelles perspectives à l'ensemble des cours universitaires où elles peuvent s'avérer pertinentes. Le point de vue critique, qui devrait être présent dans tout cours de niveau universitaire – et à mon avis aux autres niveaux aussi, mais c'est là une autre histoire – devrait nécessairement inclure une dimension féministe ou tout au moins un questionnement quant à la place et à l'apport des femmes dans le domaine étudié. Or qui, aujourd'hui, peut introduire cette perspective critique spécifique, si ce ne sont les femmes elles-mêmes? Sans doute la plupart d'entre nous nous efforçons-nous de restituer aux femmes leur juste place dans les cours généraux que nous donnons, de dénoncer les stéréotypes, de critiquer les théories sexistes et de diffuser les modèles théoriques non sexistes ou féministes qui émergent depuis quelques années. Mais nous ne comptons, dans l'ensemble des universités québécoises, que pour 15% des effectifs réguliers, et nous ne pouvons présumer que toutes travaillent en ce sens...¹⁴

LA PRÉOCCUPATION PÉDAGOGIQUE

Une autre conséquence de la diminution ou de la stagnation du nombre de professeures dans nos universités réside dans l'appauvrissement de la pédagogie. Il me semble en effet, bien que j'ignore s'il existe quelque recherche là-dessus, que de façon générale les professeures sont beaucoup plus préoccupées de pédagogie, d'encadrement et de soutien aux étudiant(e)s que ne le sont leurs collègues masculins. Cette dimension, peu valorisée dans le contexte universitaire, l'est cependant par la plupart des femmes que je côtoie. Si l'on peut la situer dans la continuité du rôle d'éducatrice traditionnellement assumé par les femmes, les recherches de Gilligan permettent aussi de constater qu'une telle préoccupation est tout à fait congruente avec les valeurs que véhiculent et que défendent les femmes. Nous nous percevons davantage comme responsables du cheminement de nos étudiant(e)s à l'intérieur de leurs programmes et de l'intégration de leurs apprentissages que ne le font nos collègues masculins, pour qui une telle préoccupation relève du maternage. Comment expliquer que cette notion de maternage, au nom de laquelle l'on nous a longtemps maintenues au foyer, acquière, aussitôt franchies les portes de l'université, une connotation négative? Serait-ce là l'un des effets de la survalorisation par le groupe des plus puissants de leurs propres attributs, en l'occurrence la rationalité et l'intellectualisme, au détriment des attributs du groupe des dominés? Une telle interprétation va dans le sens des analyses de Janeway et de Memmi¹⁵.

LES ÉTUDIANTES ET LEURS MODÈLES

Autre conséquence de l'affaiblissement de l'effectif féminin à l'université: la perte pour nos étudiantes de modèles auxquels elles peuvent s'identifier, se mesurer, se confronter. L'importance des modèles dans le développement de la personnalité et l'acquisition de l'identité n'est plus à démontrer. Or, dans l'ensemble du monde occidental, le modèle le plus couramment proposé aux filles a longtemps été celui de l'épouse et de la mère, auquel pouvait aussi s'ajouter celui de la religieuse. Sur le plan professionnel, la maîtresse d'école, l'infirmière, la femme de ménage, la secrétaire, la vendeuse,

tels étaient les rôles auxquels une fille pouvait aspirer et pour lesquels les modèles étaient accessibles et immédiatement perceptibles. Point n'est besoin de remonter très loin en arrière pour constater l'absence presque totale des femmes dans les professions libérales, dans les postes de direction, dans l'enseignement universitaire. Celles qui sont aujourd'hui nos étudiantes peuvent donc s'imaginer dans ces rôles qui leur étaient autrefois inaccessibles: elles peuvent non seulement apprendre les comportements adéquats à l'intérieur de ces rôles, mais aussi prendre en compte les différentes façons de jouer ces mêmes rôles selon que l'on est homme ou femme. Et pour peu que nous soyons nous-mêmes en mesure de nommer ces différences, de reconnaître les difficultés inhérentes au choix que nous avons fait d'emprunter un chemin autre que celui qui nous avait été tracé, nous prenons encore davantage valeur de modèles non seulement pour nous étudiantes adultes, mais aussi pour les jeunes femmes issues des cégeps. Notre petit nombre limite cependant d'ores et déjà notre impact qui, s'il est important dans les sciences humaines, les arts et les lettres, est quasi absent des secteurs des sciences et des sciences administratives: celles qui choisissent ces domaines d'études ne se voient proposer que des modèles masculins.

L'USURE DES PROFESSEURES

La toute dernière conséquence de cette possible régression du nombre de professeures au niveau universitaire est celle de l'usure des femmes en place, et plus particulièrement de celles qui cherchent à mener une action féministe dans le milieu universitaire, dont je suis. Il me semble que jusqu'ici, notre stratégie en a été une d'omniprésence, sinon d'ubiquité! Nous sommes sur tous les fronts à la fois, happées par les comités, l'encadrement des étudiant(e)s, les surcharges d'enseignement, les directions de mémoires ou de thèses, la recherche, la participation à nos groupes de femmes. Et je ne parle pas de l'autre tâche, tout aussi importante, qui attend plusieurs d'entre nous au sortir de l'université. Nous nous retrouvons, au terme de chaque année académique, essoufflées, tendues, insomniaques. Bien sûr, ce n'est pas que l'ampleur de la tâche qui pèse ainsi sur nos épaules. C'est aussi la grande fatigue d'avoir

à nager sans cesse à contre-courant, comme le dit si bien Marilyn French¹⁶.

Nous ne pouvons jamais oublier, on ne nous laisse jamais oublier que nous constituons une sérieuse menace pour l'ordre patriarcal, si fortement implanté dans le milieu universitaire. L'on a bien consenti, en période d'abondance, à nous faire une place à la périphérie, une place marginale, une place entre parenthèses. Mais dès lors que nous voulons élargir la brèche, les rangs se resserrent, les résistances se font plus visibles, plus grossières même. Si nous nous percevons comme des vestales, nous sommes souvent perçues – et je mesure mes paroles – comme des dames de fer, des viragos, des amazones, des empoisonneuses. Si bien qu'après deux ou trois ans d'interventions en faveur des femmes et contre le sexisme quotidien, nous n'osons plus aborder ces thèmes dans nos assemblées départementales, notre discours ne suscitant plus que sourires condescendants ou silences méprisants. Notre besoin, aussi, d'entretenir des relations cordiales et même amicales avec nos collègues masculins nous pousse à renoncer à cette remise en cause qui n'est pas sans envenimer les rapports. La fatigue nous gagne...

ET APRÈS ?

L'impact de la crise, dans les universités comme ailleurs, ne peut se mesurer uniquement en termes quantitatifs. La montée des idéologies et des partis de droite, qu'elle a entraînée dans son sillage, se manifeste aussi dans l'arène universitaire: les places se sont faites rares depuis quelques années et l'on se les dispute âprement. Dans certain département, l'on va même jusqu'à laisser des postes vacants plutôt que de les attribuer à des femmes ayant les compétences requises, mais la «mauvaise» idéologie... Le durcissement des attitudes, l'intolérance face aux revendications des femmes, l'hostilité voilée que l'on peut lire dans certains regards, voilà autant d'indices qui nous incitent à croire que l'heure du ressac a sonné...

Un tel bilan serait terriblement démobilisant s'il ne suggérait d'ores et déjà quelques pistes d'action qui, sans être nécessairement nouvelles, me semblent devoir être privilégiées pour les quelques années à venir. J'en identifie actuellement trois, qui

me semblent pertinentes non seulement pour les professeuses et chargées de cours, mais aussi pour les étudiantes adultes.

La première s'appelle vigilance. Si vraiment nous sommes entrées dans une période de ressac, il nous faut en prendre pleinement conscience. Ainsi pourrions-nous en déceler rapidement autour de nous les signes et réagir en conséquence, sans nous laisser emporter par la vague. Vigilance, donc, dans notre lecture de la réalité qui nous entoure. Mais vigilance aussi par rapport à nous-mêmes. Il nous faut nous écouter davantage. Être attentives aux indices de cette usure que trop souvent nous choisissons d'ignorer. Apprendre à dire non. Accepter de ne plus être des super-femmes, reconnaître nos limites. Et retrouver l'humour, le plaisir, la joie de vivre...

La deuxième piste se situe dans la recherche de nouveaux modèles d'insertion dans l'université et aussi de nouveaux modèles d'action. Nous devons travailler, par exemple, à la revalorisation de la pédagogie en milieu universitaire, en inventant de nouvelles approches, de nouvelles façons de concevoir l'acte pédagogique, en apprenant à utiliser nos ressources spécifiques, en taillant à nos valeurs propres la place qui devrait leur revenir. Jusqu'ici, nous avons plutôt eu tendance à prendre notre place dans le monde compétitif des hommes en empruntant leurs armes pour entrer dans l'arène, tout en dénonçant d'un même souffle et les armes et le combat. Notre action féministe s'est, elle aussi, inspirée de modèles en provenance du militantisme des hommes. Plusieurs d'entre nous entrevoyons pourtant d'autres façons de faire, tant au niveau de notre insertion dans l'université qu'au niveau de la définition de notre rapport à la science. Pourquoi alors, ne pas explorer aussi d'autres avenues en ce qui a traits à nos interventions féministes? Cette piste en est une à la fois de réflexion et de recherche, qui fait appel à notre créativité et à notre intuition. Elle est au coeur même de cette réflexion féministe qui vise à cerner de plus près ces caractéristiques qui nous sont spécifiques et que nous avons pris l'habitude de laisser sur le seuil de la porte lorsque nous investissons les lieux traditionnellement occupés par les hommes et régis par leurs normes et leurs valeurs.

La troisième piste n'est pas nouvelle. Ingrédient essentiel à toutes nos rencontres, à toutes nos fêtes,

elle acquiert une importance cruciale dans une période comme celle que nous traversons. En effet, au moment où le mouvement féministe, à l'université comme en beaucoup d'autres lieux, semble contraint de se faire plus discret, sinon de prendre le maquis, elle m'apparaît comme le plus sûr garant de la survie des femmes et du féminisme au sein d'une institution séculaire ouverte aux seuls mâles de l'espèce, depuis ses origines jusqu'à tout récemment... J'ai nommé, bien sûr, la solidarité.

NOTES

1. Ce texte est une version sensiblement remaniée d'une conférence prononcée à l'occasion d'une rencontre interuniversitaire organisée par le Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la recherche sur les femmes (GIERF), tenue le 30 mars 1983 à l'Université du Québec à Montréal.
2. Communication personnelle de Ginette Paris, professeure au Département des Communications de l'Université du Québec à Montréal.
3. J'emprunte cette expression à Geneviève Auger et Raymond Lamothe, auteurs de *De la poêle à frire à la ligne de feu: la vie quotidienne des québécoises pendant la guerre de 39-45*. Montréal, Boréal-Express, 1981.
4. Le GIERF a été mis sur pied en 1976 à l'U.Q.A.M. dans le but de créer un ensemble de cours sur la situation des femmes, de coordonner la recherche sur les femmes et de répondre aux besoins en recherche des groupes populaires de femmes.
5. Ce pourcentage a baissé depuis lors: il se situe actuellement aux environs de 20%.
6. Dans le département dont je fais partie, l'on compte quatre départs volontaires depuis 1980, dont trois sont le fait de professeures... Le taux de roulement se situe à près de 3% pour les hommes et à plus de 40% pour les femmes dans ce département!
7. Les recherches de Carol Gilligan sur le jugement moral, rapportées dans son ouvrage *In a Different Voice: Psychological Theory and Women's Development*, Cambridge, Harvard University Press, 1982, sont particulièrement intéressantes à cet égard. Non seulement remettent-elles en cause la validité de l'échelle de développement moral de Kohlberg pour les femmes, mais elles interrogent également les stades du développement psychologique élaborés par Erikson, lesquels correspondraient mieux à l'évolution des garçons qu'à celle des filles. L'on sait que les chercheurs en psychologie ont généralement eu tendance à mener leurs recherches auprès d'échantillons ou de sujets masculins, généralisant ensuite leurs conclusions à l'ensemble de la population. C'est ainsi que furent occultées ou dévalorisées certaines caractéristiques propres aux femmes, selon un processus qu'explique fort bien Jean Baker Miller, dans son livre *Toward a New Psychology of Women*, Boston, Beacon Press, 1976.
8. Cette affirmation repose sur l'observation «impressionniste» autant de la pratique que du discours de mes collègues, hommes ou femmes...
9. Ne serait-ce pas là l'un des facteurs à prendre en compte dans l'analyse du faible sentiment d'appartenance au monde universitaire qui semble caractériser bon nombre de professeures?
10. Dans son livre *Powers of the Weak*, New York, Knopf, 1980, Janeway analyse le pouvoir en termes relationnels et interactionnels, rejoignant ainsi les thèses de Gilligan. Cette concordance indique bien qu'il s'agit là d'une façon d'envisager le réel propre aux femmes.
11. Ce critère fut aboli avec l'accession d'une femme à la direction de ce certificat.
12. Dans sa revue de littérature, publiée dans ce numéro, Francine Dufort fait état de la pauvreté de la recherche sur l'impact des caractéristiques de l'emploi sur la santé mentale des femmes. Nous en sommes donc encore au stade des impressions et des spéculations en ce domaine. Cette carence ne découle-t-elle pas précisément de la présence très minoritaire des femmes en milieu universitaire? Le fait que les recherches sur le stress au travail chez les hommes sont six fois plus nombreuses que les recherches du même type chez les femmes vont dans le sens de cette hypothèse.
13. Dans son article *Some effects of proportions on group life: skewed sex ratios and responses to token women*, *American Journal of Sociology*, 1977, vol. 82, n° 5, pp. 965-990.
14. Bien des femmes n'ont eu d'autre choix que de se conformer au modèle d'universitaire qui leur était proposé et de l'intégrer comme étant «le modèle». Cette remarque vaut d'ailleurs pour la plupart des professions largement dominées par les hommes, et peut se comprendre à la lumière des recherches de Kanter.
15. Les travaux de Janeway, *op.cit.*, se situent dans la même ligne de pensée que ceux de Memmi, en particulier le *Portrait du colonisé*, Paris, Payot, 1957; *La dépendance*, Paris, Gallimard, 1979, et *Le racisme*, Paris, Gallimard, 1982.
16. Dans son roman *Les bons sentiments*, Paris, Acropole, 1980.

SUMMARY

The author investigates the place of women as professors in a university setting, most importantly when their activity is colored by a feminist ideology. At the heart of the societal crisis of the eighties, university women, constituting only 15% of the professional body of the universities in Quebec, risk seeing their number reduced. The fact that women are in a minority has consequences derived from the impossibility of their being as present to exercise their influence as their male counterparts and from the difficulty of expressing feminine values in a traditionally male institution. The author analyses the effect of this situation on education and feminine or non-sexist research, on teaching, on the female students and the female professors themselves as well as on their mental and physical health. She proposes three avenues of solution: vigilance, search for new models and solidarity.